



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 04 Mars 2016 (1<sup>ère</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2016-03-01/04**

**OBJET : Autorisation donnée à la présidente pour signer la convention académique multi partenariale pour l'éducation au développement durable**

L'an deux mille seize, le quatre Mars à 19h40, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Port-Louis sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)**

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-quatre (24)**

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, Mme ARMOUGON Betty, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, . Mme LAUG Caroll Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MEKEL Alexina M. PORLON Pierre, Mme OUJAGIR Nadia, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia,

**CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Quatre (4)**

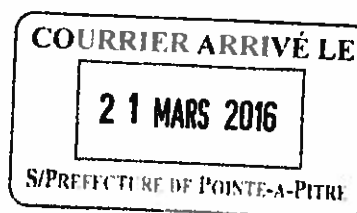
M. ATAM-KASSIGADOU Moïse à Mme RAMPATH Sheila  
M. LOMBION Jean-Claude à M. FRANCFORT Philipson  
M. MANICOM à Mme CARABIN Gabrielle  
M. ROUX Harry à Mme OUJAGIR Nadia

**CONSEILLERS EXCUSES : Deux (2)**

M. MORNAL Blaise, M. HILL Joseph

**CONSEILLERS ABSENTS : Six (6)**

Mme ALPHONSE épse TANCONS Louisiane, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz, M. SIOUMANDAN Rénalt.



**A été élu secrétaire de séance : M. ARTHEIN Victor.**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L. 5211-10 ;**

**Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République a introduit l'éducation à l'environnement et au développement durable dans le code de l'éducation.**

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

**Vu** les statuts de la CANGT ;

**Considérant** que l'Académie de Guadeloupe a fédéré de 2011-2015, l'ensemble des acteurs de l'éducation au développement durable autour d'un accord cadre

**Considérant** qu'une nouvelle convention cadre multi partenariale sera signée avec les différents acteurs du développement durable pour la période 2016-2020

**Considérant** que le partenariat de la CANGT avec la communauté éducative peut se traduire par :

- Un soutien pédagogique par la visite commentée de sites emblématiques de la CANGT en matière de développement durable (déchèterie, STEP, Boucle du Nord Grande-Terre,...)
- Un soutien matériel et financier à la stratégie d'éducation des établissements présents sur notre territoire (projet d'établissement, démarche Eco Ecole,...) : mise à disposition de poubelles pour le tri des emballages, prise en charge des frais de transport des classes vers les sites emblématiques, et autres.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,**

**Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :**

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver notre participation à cette démarche d'Education au Développement Durable portée par l'Académie de la Guadeloupe.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser la Présidente à signer la convention-cadre académique multi partenariale relative à l'Education au Développement Durable.

**ARTICLE 3 :** D'allouer un budget de 10 000 € pour l'accompagnement de la stratégie d'éducation des écoles présentes sur le territoire de la CANGT.

**ARTICLE 4 :** D'imputer la dépense au budget principal

**ARTICLE 5 :** La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Pour la Présidente et par Délégation,  
Le 2<sup>ème</sup> Vice-Président,  
  
Blaise MORNAL



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*

